

CADRE MACROÉCONOMIQUE POUR UNE ÉCONOMIE VERTE INCLUSIVE EN AFRIQUE



CADRE MACROÉCONOMIQUE POUR UNE ÉCONOMIE VERTE INCLUSIVE EN AFRIQUE

Appel à candidatures et nominations

Annnonce du cours en bref

- Type** : Cours de courte durée
- Thème** : Développement, Économie Verte, Développement Économique, Politique Économique
- Date** : 1^{er} – 28 Avril 2019
- Durée** : 4 Semaines
- Langue** : Français
- Localisation** : Formation en ligne sur le web
- Frais d'inscription** : Pas de frais
- Date De Publication** : 18 Février 2019
- Date limite de réception des candidatures** : 25 Mars 2019
- Public cible spécifique** : Non
- Site web** : <https://elearning.unidep.org>
- Dossiers de candidature** : <https://www.unidep.org/?apply>

CONTEXTE

Des politiques macroéconomiques saines sont essentielles à la croissance et à la réalisation des objectifs de développement, y compris la réduction de la pauvreté. De plus, la croissance est importante pour créer de la place pour de nouvelles opportunités d'investissement dans une économie verte. Cependant, la stabilité macroéconomique, voire la croissance économique, n'est pas souhaitable en soi et les politiques doivent donc être jugées en fonction de leur succès ultime à amener les sociétés à atteindre les résultats souhaités, telles que l'inclusion sociale, la lutte contre la pauvreté et le développement humain. L'Agenda 2063 énonce les résultats souhaitables des politiques macroéconomiques dans le contexte de l'Afrique. Entre autres impératifs, il souligne la nécessité pour les économies transformées structurellement de créer une croissance partagée, des emplois décentés et des opportunités économiques pour tous, et pour une agriculture moderne d'augmenter la production, la productivité et la valeur ajoutée qui contribuent à la prospérité des agriculteurs et des pays et à la sécurité alimentaire collective de l'Afrique. Il souligne également la nécessité pour les ressources naturelles uniques de l'Afrique, son environnement et ses écosystèmes, y compris ses espèces sauvages et ses terres sauvages, de rester en bonne santé, valorisés et protégés. Cela s'applique également aux économies et aux communautés résilientes au changement climatique. Ces résultats sont de bon augure pour les objectifs d'une économie verte inclusive (EVI), qui cherche à réconcilier les objectifs économiques, sociaux et environnementaux pour assurer une transformation et une voie de développement durables.

Les caractéristiques inhérentes à une économie verte inclusive (EVI) peuvent influencer les politiques macroéconomiques d'un pays afin de répondre de manière adéquate aux objectifs des politiques environnementales et sociales. Ainsi, les deux se renforcent mutuellement. Pour résoudre les compromis entre stabilité et objectifs de développement, les politiques macroéconomiques doivent être intégrées dans une stratégie de développement à long terme intégrant des objectifs environnementaux. Cela facilite la transformation des structures économiques et sociales en vue d'assurer une boucle de rétroaction positive dans le lien investissement-croissance et d'engendrer une croissance verte inclusive. Dans le même temps, le cadre de systèmes intégrés d'une économie verte inclusive favorise les approches multisectorielles et la coordination des politiques, tout en contribuant à éclairer les décisions et les actions en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques, ainsi qu'en matière de suivi et d'évaluation. Cela favorise la cohérence des politiques dans le cadre de planification du développement national et, en définitive, améliore les résultats d'un cadre macroéconomique tout en tenant compte de manière équilibrée des trois dimensions du développement durable.

La politique budgétaire, en tant que principal outil permettant d'accroître les recettes publiques et d'effectuer les décaissements des dépenses publiques, est un outil utile pour mobiliser des ressources permettant de faire progresser les investissements dans l'économie verte. Par exemple, les réformes fiscales vertes contribuent aux recettes en plus de créer un espace budgétaire qui favorise les investissements publics dans l'économie verte et les dépenses sociales qui profitent aux pauvres. En outre, les taxes sur l'extraction des ressources découragent l'utilisation non durable des ressources tout en créant des incitations à une utilisation plus durable des ressources. En outre, la productivité et l'emploi peuvent être améliorés par l'affectation de capitaux et d'autres ressources fiscales aux secteurs prioritaires présentant le plus grand potentiel de transformation verte, de valeur ajoutée, de liens en amont et en aval plus importants et de création d'emplois.

La conduite de la politique monétaire peut également avoir un impact direct sur une contrainte essentielle à la transition vers une économie verte - le financement, à travers l'accès aux

ressources (via le crédit et le renforcement des institutions financières). Un juste équilibre est nécessaire pour contrôler l'inflation et la masse monétaire tout en laissant de la place au financement de l'économie verte, en tenant compte du fait que l'objectif d'inflation doit être adapté au développement d'un pays donné. De plus, les services de crédit et les services financiers peuvent jouer un rôle déterminant en permettant aux entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises et aux entreprises informelles, d'acquies et d'accumuler des ressources pour financer la transition. En particulier, des crédits préférentiels accordés aux secteurs prioritaires caractérisés par des multiplicateurs d'emploi et d'investissement élevés, ainsi que par les secteurs basés sur les ressources naturelles, pourraient favoriser une économie verte.

Ainsi, les réformes macroéconomiques créent un environnement favorable nécessaire pour encourager et stimuler le changement de comportement et la mise en œuvre d'actions favorisant une production et une consommation durables et facilitant le développement d'une économie verte et inclusive. Les politiques macroéconomiques d'un pays fournissent un cadre important pour la promotion d'une économie verte inclusive en créant un environnement qui influence la volonté et la capacité des acteurs économiques d'investir dans des activités vertes. Les gouvernements peuvent créer un environnement favorable, par exemple en proposant des options de financement, en supprimant les subventions préjudiciables à l'environnement, en créant des conditions de demande appropriées pour les industries vertes et en soutenant les activités vertes locales.

OBJECTIFS DE L'APPRENTISSAGE

Au terme de ce cours, les participants seront en mesure de comprendre :

- Les concepts clés du paradigme de l'économie verte et inclusive dans les cadres macroéconomiques;
- L'aperçu et l'histoire contemporaine des politiques macroéconomiques de l'Afrique;
- Les implications des cadres macroéconomiques sur les résultats de développement en Afrique;
- La politique monétaire et l'économie verte inclusive;
- La politique budgétaire et l'économie verte inclusive;
- Les défis et opportunités dans la mise en œuvre de réformes de politique macroéconomique pour une économie verte et inclusive;
- Les bonnes pratiques et facteurs de réussite dans la mise en œuvre des réformes de la politique macroéconomique.

CONTENU ET STRUCTURE

Le cours comprend les modules suivants:

- **Module 1:** Économie verte inclusive
- **Module 2:** Politiques macroéconomiques et économie verte inclusive: Première partie
- **Module 3:** Cadre macroéconomique et résultats pour le développement: Première partie
- **Module 4:** Politiques macroéconomiques et économie verte inclusive: Deuxième partie
- **Module 5:** Cadre macroéconomique et résultats pour le développement: Deuxième partie

MÉTHODOLOGIE

Ce cours assisté par Directeur de cours sera dispensé du 1^{er} au 28 Avril 2019. Le cours sera animé de façon asynchrone sur une base hebdomadaire et les participants sont tenus de participer aux discussions hebdomadaires en ligne. En outre, chaque module contient des leçons interactives qui fournissent le contenu de base autour du thème de ce module. Les cours sont conçus de manière à ce que les apprenants soient également capables d'auto-évaluer leur compréhension par le biais de questionnaires intégrés. Des ressources supplémentaires telles que des bibliographies, des liens Internet et des lectures facultatives sont prévues pour les participants qui souhaitent approfondir leur connaissance du sujet du cours.

PUBLIC CIBLE

Le cours se veut un traitement complet des cadres macroéconomiques pour une économie verte inclusive en tant que stratégie pour atteindre les objectifs de développement durable. Il s'adresse aux hauts responsables des politiques travaillant dans les ministères en charge de domaines liés, entre autres, à la planification macroéconomique, aux affaires économiques ainsi qu'à l'économie verte et aux ressources naturelles et à l'environnement, à savoir les ministères des Affaires économiques, des Finances, de la Planification et des Ressources naturelles. Ressources et environnement. Ce cours s'adresse en particulier aux fonctionnaires travaillant dans le domaine de la planification du développement.

Il s'agit :

- Des fonctionnaires des ministères nationaux (principalement des ministères de l'économie, du commerce, de l'industrie, de la planification et des finances), des départements provinciaux et des autorités locales
- Des diplomates des missions permanentes et des Ministères des affaires étrangères
- Des fonctionnaires des communautés économiques régionales (CER)
- Des professionnels dans le secteur privé et des organisations de la société civile
- Des facultés, des chercheurs et des étudiants
- Des citoyens intéressés

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Admission au Cours

Les candidats intéressés au cours devraient avoir, au minimum, un diplôme de Licence de préférence pour les cours relatifs à l'économie, au commerce, à la transformation structurelle, à la planification et à la finance. En outre, deux années d'expérience professionnelle seront nécessaires. Les candidatures féminines sont également vivement encouragées.

Jusqu'à la date limite d'inscription, les participants seront acceptés au cours sur une base de roulement et sous réserve de disponibilité des créneaux horaires.

Les dossiers de candidature sont à remplir exclusivement sur la plateforme de candidature en ligne de l'IDEP à l'adresse <https://www.unidep.org/?apply>

Certificat

Un certificat sera délivré par l'IDEP à tous les participants qui réussiront aux auto-évaluations relatives aux cours présentés pour chaque module.

Les prérequis techniques

L'accès à Internet est une condition essentielle pour la participation. Les spécifications suivantes, au minimum en termes de matériel et de logiciels, sont nécessaires pour suivre cette formation en ligne, veuillez consulter votre administrateur réseau ou la personne responsable du Système Informatique afin de vous assurer que vous disposez des éléments suivants:

- Plateforme: Windows 95, 98, 2000, NT, ME, XP ou supérieur; Mac OS 9 ou Mac OS X; Linux
- Matériel: 64 MB de RAM, 1 GB d'espace de disque libre
- Logiciels:
 - Adobe Acrobat Reader, Adobe Flash Player
 - Microsoft Office (Windows ou Mac) ou Open Office
 - Navigateur: Internet Explorer 7 ou supérieur ou Firefox 36 ou supérieur
- Modem: 56 K
- Veuillez noter que JavaScript, les Cookies et les Pop-ups doivent être activés

CONTACTS

Division Formation et Recherche

Tél: +221 33 829 55 00

Fax: +221 33 822 29 64

Email : training@unidep.org